



ÉDITO

UN 1^{er} MAI MASSIF CONTRE L'EXTRÊME DROITE ET LES POLITIQUES LIBÉRALES

Le premier tour des élections présidentielles aura laissé une bonne « gueule de bois » à celles et ceux épris d'utopies, de justice sociale et environnementale, face à un capitalisme qui rend fou et divise les peuples.

Ne pas répondre aux légitimes exigences sociales des travailleuse-eur-s, des retraité-e-s, ou encore de la jeunesse, comme l'augmentation des salaires, des pensions ou des minimas sociaux et s'entêter à maintenir coûte que coûte un projet de réforme des retraites antisocial afin de répondre aux seules exigences du capital et des régimes assurantiels est lourd de conséquences.

Ces politiques ultralibérales consistant à détricoter les conquits sociaux issus du Conseil National de la Résistance (CNR), concomitamment aux diverses réformes territoriales, ont conduit inexorablement à la dégradation de nos services publics, de nos systèmes de santé et de solidarité.

Pas étonnant dès lors - et malgré de multiples alertes - qu'à force de discours opposant les citoyen-ne-s les un-e-s aux autres, ou rejetant les responsabilités politiques sur les individus, que les colères se tournent vers les droites extrêmes aux relents populistes.

Et ce sont bien les premières victimes de ces politiques néo-libérales [foyers dont les revenus sont inférieurs à 1 250€] qui ont permis à la fille du tortionnaire Jean-Marie Le Pen de se qualifier pour le second tour de l'élection présidentielle avec 31% des suffrages.

Nous connaissons les fondements idéologiques des partis d'extrême droite lorsqu'ils arrivent au pouvoir, et malgré

un vernis social qui s'effrite rapidement, ils sont en réalité dévoués au libéralisme et aux intérêts des plus riches. Cela, tandis que le monde du travail est mis à rude épreuve : suppression des libertés syndicales et démocratiques, casse des garanties sociales, division des travailleuse-eur-s, destruction des solidarités.

La CGT porte une histoire de luttes contre l'extrême droite et des valeurs universelles de solidarité, de fraternité, d'égalité entre les travailleuse-eur-s, par-delà leur statut, leur origine, leur nationalité, leurs opinions philosophiques ou religieuses.

Jamais nous n'accepterons une doctrine qui porte les germes de la division, de la haine et de la guerre. Nous nous y opposerons ! Nous la combattons !

Si à cette heure, nous ne connaissons pas le résultat du second tour, quoi qu'il se produise la CGT sera toujours aux côtés des travailleuse-eur-s, des retraité-e-s et de la jeunesse, pour s'opposer aux reculs sociaux et construire les luttes nécessaires à la défense des intérêts collectifs : pour les droits et le progrès social, pour la liberté, l'égalité, la justice, la fraternité, la paix, la démocratie et bien sûr la solidarité internationale.

Le 1^{er} mai sera l'occasion pour les travailleuse-eur-s de réaffirmer fermement ces valeurs par une mobilisation de masse.



Nicolas Benoit
Secrétaire général
UD CGT 38

SOMMAIRE

2-4

LUTTES

- Lutte chez Eriks
- Les agents communaux en grève à Livet et Gavet
- Mobilisation des services publics le 31 mars

5-6

VIE SYNDICALE

- La CGT présente à la Foire de Lancey
- Eustache et Oslaid à l'écoute du monde
- Echéances cruciales pour notre représentativité : les élections professionnelles dans la Fonction publique, le 8 décembre 2022

5-6

SOCIÉTÉ

- Sabotage : substantif masculin
- Loi 3DS



Suivez-nous sur facebook :
www.facebook.com/CGT38/



<https://www.instagram.com/cgtisere/>

nouveau site internet :
ud38.reference-syndicale.fr

Directeur de la publication :
Nicolas BENOIT
Imprimé par nos soins

N° CPPAP
0221 S 05444
I.S.S.N. 1154-6670



lutte chez ERIKS

Ce 28 mars 2022, nous avons décidé de faire grève. Nous, salariés d'Eriks Plastiques et Composites à Saint Marcellin, nous avons choisi de sauter le pas car nous étions à bout.

Depuis plusieurs années, nos avantages se réduisent, voire disparaissent, comme les primes d'équipes perdues début 2019 à la suite du passage d'horaire en journée pour le personnel de l'atelier.

Puis les négociations d'un nouvel accord d'intéressement en 2021 qui aboutissent après plusieurs réunions de travail, à un prolongement de l'accord actuel avec quelques modifications. Pour 2022, on nous propose un accord groupe qui sera complètement à notre désavantage ! Nous pouvions toucher jusqu'à un mois de salaire net avec nos précédents accords, ce qui n'arrivera plus désormais.

Nous ne parlons pas des faibles augmentations de salaires subies par les salariés, qui sont en plus attribuées à la tête du client, et ne font que renforcer les écarts de rémunérations entre salariés.

Nous pouvons aussi dénoncer le fort taux de turn-over subi depuis 2018 et décuplé depuis le rapatriement de la



production de notre usine Tchèque qui a fermé fin 2021. Ce transfert initié en mars 2021, a été mis en place dans la douleur car il a fallu absorber cette nouvelle production avec 3 machines supplémentaires, des nouveaux salariés pas assez formés, etc... ces perturbations ont généré un retard monstrueux qui perdure depuis plusieurs mois. Nous n'avons aucune idée de l'impact financier sur les années futures malgré le droit d'alerte économique lancé en 2021.

La goutte d'eau a été l'annonce d'un projet de fusion entre notre société et celle de Lyon avec un risque de perdre notre convention collective de la métallurgie pour passer à celle du commerce de gros.

Alors oui, nous étions 70% des salariés à faire grève ce 28 mars pour exprimer notre ras-le-bol et nos inquiétudes. A la fin de cette journée, nous n'avons pas réussi à obtenir satisfaction sur toutes nos revendications mais cette action a renforcé notre esprit et notre cohésion collective.

Merci aux camarades de nous avoir accompagnés, pour vos bons conseils !

La lutte continue et nous ne baisserons pas les bras.

Emilie Beauquis
RSS et secrétaire du CSE



CIVILISATIONS...



Agenda

✓ **COMITÉ GÉNÉRAL
UD CGT 38
29-30 septembre
Grenoble - Alpeexpo**



LES AGENTS COMMUNAUX EN GREVE A LIVET ET GAVET

Le jeudi 7 avril 2022 les agents communaux de la commune de Livet et Gavet ont convié la population à les soutenir lors de la grève qu'ils avaient fixée ce même jour de 8 à 17 heures.

60% des agents étaient en grève et 20% en maladie, ils dénoncent leurs conditions de travail et les inégalités concernant leur régime indemnitaire.

La population était accueillie avec café et croissants ; toute la journée des habitants, élus de la commune, ont partagé avec les grévistes sur leur réalité quotidienne.

Ils demandent au Maire et aux élus de la majorité, la mise en place du RIFSEEP pour tous les agents, à la place du régime indemnitaire, qui est obligatoire depuis 2018, l'égalité des primes, le respect des salariés et de leurs conditions de travail, la considération des usagers et la mise en œuvre d'un véritable dialogue social au sein de la commune.



Ce mouvement social intervient après que la Coordination syndicale départementale (CSD) CGT des services publics de l'Isère ait rencontré à différentes reprises les représentants de la municipalité afin d'évoquer les difficultés des agents.

Les représentants de la CSD CGT 38, Fabienne Villot et Philippe Nogueira, accompagnés de Caroline Clément et Kamel Belhadj, les représentants CGT des agents municipaux, ont été reçus par le Maire et son premier adjoint en début d'après-midi, rencontre qui a duré deux heures et à l'issue de laquelle la municipalité s'est engagée à mettre en place le fameux RIFSEEP et avoir une équité entre agent, la mairie s'est engagée également à procéder à l'élaboration du document unique, document obligatoire mais qui n'est pas en place depuis plusieurs années.

La mobilisation des agents semble avoir permis de faire bouger les élus, cependant le dossier sera suivi de près par la CSD et l'Union locale CGT Vizille/Oisans et les représentants locaux de la CGT.

Jean-François Gutierrez
UL Vizille



Mobilisation des services publics

le 31 mars



Le 31 mars les agents territoriaux étaient appelés à se mobiliser afin de construire le rapport de force nécessaire à l'amélioration : **du pouvoir d'achat, des conditions d'exercice des missions et des conditions de travail.**

Cette journée d'action décidée par les syndicats à l'occasion du comité national fédéral de janvier dernier est le début d'un processus de construction du rapport de force qui va se poursuivre durant les prochains mois. Les récentes positions de la Ministre De Monchalin démontrent que les actions revendicatives précédentes ont permis de faire changer la doctrine du gouvernement sur le maintien du gel du point d'indice.

Alors qu'elle était catégorique sur le maintien de celui-ci lors du dernier rendez-vous salarial expliquant que «l'augmentation du point d'indice était une vraie fausse bonne solution». Car d'après elle injuste et inefficace pour les agents de catégorie C, de plus elle indique que si le Président Macron est réélu la majorité présidentielle dégèlera le point d'indice.

Outre le chantage électoraliste, elle y met plusieurs conditions dont la nécessaire validation de cette proposition par les employeurs publics des collectivités locales et des établissements de santé. Quand on voit comment ces derniers se sont comportés lors des négociations sur la PSC (Protection sociale complémentaire) manœuvrant habilement avec le gouvernement

pour limiter drastiquement leur niveau de participation financière on peut douter assez largement de leur bonne intention quant à l'augmentation conséquente du point d'indice.

D'où la nécessité d'une mobilisation d'ampleur des agents voire des usagers pour gagner plus de moyens pour le service public.

Cela nous a permis de revendiquer :

- ➔ 10% d'augmentation immédiate du point d'indice plus l'ouverture de véritables négociations sur le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat s'élevant à 20%.
- ➔ L'abrogation de la loi de transformation de la fonction publique, l'équivalent de la loi El Khomri du privé, pour en finir avec les lignes directrices de gestion qui gèlent les avancements de carrière des personnels, pour en finir avec les restrictions du droit de grève, pour le maintien des instances représentatives du personnel Comité technique, CHSCT et CAP...

Le 31 mars s'est décliné autour de deux rassemblements en Isère, un devant la préfecture et l'autre devant la plateforme chimique de Roussillon. Le début du processus est lancé, les syndicats de l'Isère par leur participation y sont pleinement actifs et mobilisés.

Coordination Syndicale Départementale CGT
des services publics
CSD 38



La CGT présente à la Foire de Lancey

Ce dimanche 10 avril 2022, se déroulait un moment important de notre vie de militantes et de militants. Le 1^{er} tour des élections présidentielles ? Non, pas seulement. Ce même jour, se tenait la Foire de Lancey dans le Grésivaudan. Quel plaisir de renouer avec l'échange direct, les discussions et le contact tant nécessaire à notre activité syndicale !

Depuis maintenant quelques années, avec une interruption due à la situation sanitaire, l'Union locale du Grésivaudan est présente. La participation de certains syndicats de la vallée permet de maintenir un stand lors de cette foire. Cette année, bien entendu, les discussions tournaient beaucoup autour des élections, mais pas seulement.

Nous avons pu constater le rayonnement de notre organisation syndicale et, au fil des échanges, que celle-ci était reconnue comme étant un syndicat actif et efficace. La vente de badges pour Cuba a également participé aux rencontres tout au long de la journée. La présence de camarades issus d'entreprises locales (anciennes et nouvelles) a permis de faire un rappel de l'histoire sociale de la vallée. Des anecdotes croustillantes ont coloré cette journée ensoleillée.

L'incendie du pont sur l'Isère, qui joint les deux parties de la vallée, était aussi au centre des discussions. L'impact sur



le quotidien des populations et la désorganisation, que cette rupture de lien engendre, ont des conséquences qui pèseront sûrement dans le budget des ménages. Le prix du carburant, la modification des habitudes de transports ne seront pas sans effet sur notre qualité de vie.

En attendant les prochaines actions, restons au contact de la population !

Jacky Coche et Pierre David
Pour le bureau de l'Union locale



EUSTACHE ET OSLAID À L'ÉCOUTE DU MONDE



Echéances cruciales pour notre représentativité : les élections professionnelles dans la Fonction publique, le 8 décembre 2022

Élections professionnelles 8 décembre 2022

JE VOTE
la
cggt

essentielle
pour nos droits
pour le service public

Le 8 décembre prochain les agents publics sont appelés à élire leurs représentants dans les instances paritaires locales, départementales et nationales.

L'enjeu pour notre organisation est d'améliorer encore un peu plus les bons scores des élections précédentes pour conserver la place de 1^{ère} organisation syndicale que ce soit localement ou nationalement.

Le but n'est pas d'être premier pour se satisfaire uniquement d'être les premiers, c'est surtout d'améliorer voire de gagner davantage de droits syndicaux pour pouvoir par la suite aider les agents à s'organiser plus massivement et accroître l'implantation des idées et revendications de la CGT.

Pour y parvenir les syndicats qui forment la CSD ont décidé de s'organiser en territoire en formant six collectifs de Zone qui seront en lien avec les UL pour déployer une campagne offensive.

La première étape consiste à définir toutes les cibles où l'on va devoir intervenir pour convaincre les collègues de construire des listes, le but c'est de parvenir à construire plus de 43 listes locales que lors des élections de 2018 afin de permettre à tous les agents de pouvoir voter CGT.

La deuxième phase sera de sensibiliser l'ensemble des agents au vote CGT notamment au travers d'un vaste plan de déploiement qui vise à toucher toutes les collectivités de notre département.

Cette deuxième phase nous occupera fortement jusqu'au soir des élections. Pour parvenir à mettre en œuvre un plan si ambitieux il nous faudra l'aide de toutes les structures et syndicats qui auraient la capacité d'agir à nos côtés pour faire gagner notre CGT, alors n'hésitez pas à vous manifester notamment auprès de la CSD : accueil-csd@csd-cgtisere.org

Coordination Syndicale Départementale des services publics
CSD 38



#jevotecggt
le 8 décembre 2022

ESSENTIELLE POUR NOS DROITS, POUR LE SERVICE PUBLIC
ÉLECTIONS FONCTION PUBLIQUE

SOCIÉTÉ



Sabotage : substantif masculin

Action de détérioration, de destruction parfois violente, visant à rendre inutilisable un matériel. Il s'agit d'une manœuvre ayant pour but la désorganisation et l'échec d'un projet.

Sabotage est une création sonore collective produite par La Clameur, Podcast Social Club, visant à décrypter la machine de l'extrême-droite, et à y mettre son petit grain de sel. En cette année électorale, La Clameur a décidé de se saisir des inquiétudes politiques qui nous traversent pour produire un contenu informatif et politique.

Quelle est l'histoire du Rassemblement National ? Comment lutte-t-on contre l'extrême-droite sur le terrain ? Comment traite-t-on sereinement de l'extrême-droite dans une rédaction ? L'arrivée d'Eric Zemmour dans la course à la présidentielle change-t-elle l'équation ?

Ce sont autant des questions sur lesquelles Sabotage souhaite apporter un éclairage. Sabotage est pensé comme un flux de podcasts protéiformes et non une série calibrée. Il s'agit en premier lieu de créer un espace qui permette à tous-tes de s'exprimer, d'enquêter sur le sujet de l'extrême-droite et de s'en saisir pour amener dans le débat public de nouveaux éclairages pertinents et situés sur cette question.



La loi « Différenciation, Décentralisation, Déconcentration et Simplification » a été définitivement adoptée par le Parlement les 8 et 9 février.

Le caractère technique et illisible du texte empêche sa compréhension. A cette stratégie de brouillage, il faut ajouter l'absence de négociation notamment avec les organisations syndicales. Ceci ne masque pas la réalité : il ne contribuera qu'à éloigner davantage les citoyens des institutions.

La loi 3DS prévoit de poursuivre le transfert de certaines compétences de l'État aux collectivités territoriales, en leur permettant des expérimentations et en leur donnant plus de pouvoirs. Les domaines concernés par ces transferts sont essentiels et concernent notamment : les transports (routes nationales, petites lignes ferroviaires et gares), la transition écologique (climat, biodiversité), l'urbanisme et le logement (assouplissement de l'obligation de 25% de logements sociaux dans les communes en particulier (1)), la santé (gouvernance des ARS, financement des



établissements de santé publics et privés, etc.), la cohésion sociale (expérimentation de recentralisation du RSA par l'État, etc.).

Dans un contexte marqué par les politiques d'affaiblissement des garanties collectives et statutaires, aggravées par tous les processus de restructuration et de privatisation menés dans différents secteurs stratégiques, les salariés concernés par les transferts risquent de subir une dégradation conséquente de leurs conditions de travail.

La mobilisation des salariés, des privés d'emploi, des jeunes, des retraités et, plus largement, de la population est indispensable pour imposer la conception républicaine d'un service public de proximité et de qualité pour toutes et tous sur tout le territoire, y compris en Outre-Mer, améliorer les conditions d'emploi et de travail, développer les droits et les lieux démocratiques d'intervention, en créer de nouveaux et assurer un développement égalitaire et harmonieux du territoire.

Coordination Syndicale Départementale des services publics
CSD CGT 38



Le premier épisode, "Un vote pas si populaire", réalisé par Sarah Baqué et Benjamin Bressolette, se concentre sur l'analyse de l'électorat du Rassemblement National dans le Vaucluse pour déconstruire l'idée reçue selon laquelle le RN serait le "premier parti ouvrier" de France.

Les principaux objectifs du flux sont de produire une information accessible à tous·tes, afin d'ouvrir des espaces de réflexion et de débat politique. Dans ce flux, nous souhaitons aussi valoriser la création sonore et expérimenter une pluralité de formes pour traiter de ce sujet : documentaire, entretien, format long ou plus court, fiction, expérimental.

Afin d'écouter Sabotage, n'hésitez pas à vous abonner sur votre plateforme de streaming préféré pour ne pas rater le prochain épisode !

Lien du podcast :

<https://podcloud.fr/podcast/sabotage/>



Pauline Moszkowski-Ouargli
La Clameur

**Militants,
adhérents,
ensemble
soyons
solidaires**

**Depuis plus
de 30 ans,
la Macif protège
l'activité
syndicale**

partenariat@macif.fr

